

Syrie Anatomie d'une guerre civile, A. Baczko, G. Dorronsoro et A. Quesnay.

Alors que la guerre civile bat son plein en Syrie, A. Baczko, G. Dorronsoro et A. Quesnay, ont cherché à suspendre le temps médiatique afin d'apporter de nouveaux éléments de réflexion issus d'un véritable travail de terrain. L'ouvrage fait ainsi l'objet d'une enquête menée entre 2012 et 2013 en dehors des zones contrôlées par le régime, et qui a permis d'accumuler observations et entretiens avec des insurgés, auxquels s'ajoutent des données collectées auprès de Syriens en exil ou du PKK. En travaillant sur la trajectoire de cette révolution, les auteurs en ont identifié trois phases; tout d'abord celle de la contestation pacifique symptomatique du début des revendications (2011), ensuite une phase d'insurrection unanime (2012-2013) marquée par la construction d'institutions alternatives, et enfin, une phase de radicalisation (2013). Bien que cette chronologie ne soit qu'indicative et diverge selon les régions, elle permet de souligner l'évolution de cette crise. À ces trois étapes qui forment la structure de l'ouvrage s'ajoute une quatrième, la société syrienne en guerre, dans laquelle les auteurs s'attachent à analyser la transformation de la société elle-même.

Remonter à la genèse de cette révolution, c'est d'abord comprendre le système qui a permis une mobilisation d'une telle ampleur et sa radicalisation par la suite. Le régime al-Assad, fondé sur le socialisme et

* Université Paris 1 – Université Saint-Joseph de Beyrouth, Liban.

la marginalisation des anciennes élites économiques et sociales, se retrouve fragilisé à partir des années 1990 alors que la crise économique appauvrit les classes moyennes et populaires. L'arrivée de Bachar al-Assad marque les années 2000 d'une phase de libéralisation économique au profit des proches du régime et accroît le sentiment d'inégalité. Ce double processus réduit largement les assises du pouvoir dans les zones rurales et récemment urbanisées. D'un autre côté et pour assurer sa survie, le régime syrien s'attache à instrumentaliser les clivages communautaires et perpétue un système de surveillance et de répression qui a pour conséquence la dépolitisation de la société. Face à l'autoritarisme du régime, des événements exogènes à la société syrienne, tels que les « printemps arabes » constituent une opportunité pour transformer ou renverser le régime, et suscitent des réunions informelles florissant dès le début de l'année 2011. C'est, néanmoins, le 13 mars, suite à la torture de quinze adolescents de Deraa, que les protestations se multiplient et que la ville s'embrase. Au début du mouvement, la mobilisation porte des revendications nationales et unanimistes qui se traduisent dans une « grammaire morale du conflit » éloignée de toute communautarisation. Par l'utilisation des réseaux sociaux, les rediffusions télévisées et le partage des informations dans les prisons, les répertoires d'actions sont unifiés au niveau national, maintenant ainsi l'universalisme du mouvement. Malgré ces nombreuses manifestations, le régime refuse le dialogue et cherche à diviser le mouvement ; dans cette perspective il met en place des concessions socio-économiques ciblées, ainsi qu'un processus de confessionnalisation et de radicalisation idéologique de l'opposition – par l'élimination des modérés et la libération de radicaux. À ceci s'ajoute une répression d'une grande violence qui pousse l'insurrection à prendre les armes et à rejeter la solution pacifique. Le mouvement révolutionnaire s'engage alors dans une guerre dont l'issue dépend de la capacité à mobiliser des ressources, et donc à se territorialiser.

Cette territorialisation de l'insurrection aboutit au développement d'institutions révolutionnaires concurrentes à celles du pouvoir central qui vise à organiser les combattants et à remettre en route les services nécessaires à la vie quotidienne de la population. Alors que l'apparition des premiers groupes armés au cours de l'été 2012 signale la fin du monopole étatique sur la violence, l'organisation militaire dépend

fortement des compétences bureaucratiques et financières nécessaires à l'exercice de la violence. La coordination des unités militaires au sein de l'ASL amène au développement d'un commandement hiérarchisé et plus coordonné. Le manque de ressources, de compétences techniques et de soutiens extérieurs met toutefois en échec l'ASL au nord et à l'est du pays. Une nouvelle phase de rationalisation des forces armées se met, néanmoins, en place dans les années 2014 et 2015 face à la pression accrue des combats. L'intensification des affrontements rend nécessaire le développement d'une administration pour la gestion des territoires contrôlés par l'insurrection. Ainsi, sont mis en place des services publics et institutions civiles qui cherchent à rompre avec les pratiques autoritaires du régime. L'une des premières institutions à voir le jour est la cour de justice, mise en place pour régler les conflits ordinaires ou liés à la guerre ; régie par le code de l'Union arabe, créé en 1996, ces cours, tout comme les nouvelles polices, cherchent à instaurer une certaine autonomie vis-à-vis des groupes armés. On voit néanmoins que l'arbitrage aléatoire et les liens avec les unités militaires ne disparaissent pas totalement et peuvent même se révéler forts dans certaines régions. Le troisième volet institutionnel est la remise en route des services publics, organisée par les réseaux révolutionnaires et soutenue par un grand nombre de bénévoles. Alors que la guerre s'inscrit dans la durée, la mobilisation hors Syrie, à travers le militantisme extérieur des Syriens en exil et l'implication des pays occidentaux et du Golfe, cherchent à coordonner la révolution. On tente de créer des institutions qui représenteraient l'opposition de manière légitime et qui l'organiserait ; c'est de cette volonté qu'émerge le CNS qui, créé en 2011, s'impose à l'international comme figure de coordination de l'opposition. Mais pris dans de nombreuses dissensions, il est rapidement paralysé. Plus tard, sous la pression des pays du Golfe et des Occidentaux se crée la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution qui ne fera qu'accroître le décalage entre l'opposition en exil et les combattants. Ces blocages institutionnels ont de graves effets sur l'aide humanitaire qui, sans aucune coordination des ONG, n'atteint pas les institutions civiles de l'insurrection ; on voit apparaître un « marché de l'humanitaire » empêchant la mise en place d'une réponse efficace.

La troisième phase du conflit est caractérisée par un processus de radicalisation et une fragmentation de l'insurrection, largement liés à des

facteurs exogènes. L'internationalisation du conflit syrien s'explique par un double processus alliant intervention des puissances étrangères et extension de la crise par les flux de réfugiés insérés dans des réseaux de soutien transfrontaliers. L'intervention d'acteurs extérieurs comme l'Arabie Saoudite ou l'Iran renforce la polarisation communautaire du conflit ; la radicalisation et la division de l'insurrection autour de logiques ethniques et confessionnelles sont, en effet, largement liés aux financements étrangers et à l'influence du PKK et de l'EIIL. Ces interventions dans la stratégie du régime qui cherche à limiter le mouvement au fait des arabes sunnites pour réduire la participation des Kurdes et autres minorités à l'insurrection. D'abord utilisé comme vecteur d'unanimité, la référence à l'islam chez les insurgés devient un moyen de discours d'exclusion. Dès 2011, la libération de centaines de militants radicaux, amoindrit l'aspect pacifique et modéré du mouvement. Le rejet des institutions révolutionnaires par les groupes radicaux tels que Ahrar al-Cham et Jabhat al-Nusra entérine cette radicalisation de l'opposition. Mais c'est la naissance de l'EIIL, en avril 2013, qui vient créer une véritable rupture, en amenant à une reconfiguration complexe des groupes armés et au recentrement de l'idéologie insurrectionnelle autour de l'islam politique, marginalisant ainsi les groupements séculaires et de gauche.

Cette internationalisation participe grandement à la prolongation d'un conflit qui transforme profondément la société syrienne. La guerre civile engendre des variations du capital social, de manière différenciée selon les origines et les trajectoires individuelles. Les destructions et l'insécurité distendent les liens sociaux ; les classes moyennes et populaires, ayant un fort ancrage territorial, subissent de plein fouet la perte du capital social, tandis que celui des élites, internationalisé, a plus de chances de subsister. La situation de guerre peut aussi amener à un accroissement du capital social pour les militants, par la naissance d'un « capital social révolutionnaire » issu des liens tissés entre protestataires. Ce nouveau capital est d'autant plus valorisé qu'il est objectivé dans les institutions révolutionnaires en permettant l'accès à diverses positions ; il n'existe, néanmoins, qu'en combinaison avec d'autres capitaux préexistants, nécessaires pour accéder à ces postes. L'engagement reconfigure également les rapports de genre dans les sphères privée et publique, l'engagement militant féminin permettant

de sortir des rôles assignés à la femme par la société. De plus, l'émergence d'un capital militaire et l'appropriation des ressources économiques qui en découle créé un éclatement du marché national ; l'apparition de marchés régionaux distincts, tenus par différents groupes, mène à une variation de la valeur du capital économique. Les moyens d'appropriation des ressources diffèrent également selon les régions ; l'économie des territoires non gouvernementaux se caractérise par des prélèvements plus ou moins institutionnalisés. On dénombre toutefois des formes brutales d'appropriation lorsque l'enracinement local des combattants est faible. Dans les zones contrôlées par le régime, les troupes, peu ou pas payées, s'adonnent également à des actes de prédation et de trafics. Des deux côtés, ces acteurs sont surtout dépendants des donateurs extérieurs, ce qui favorise les processus de fragmentation et de radicalisation. Seuls les acteurs transnationaux, tels que le PKK et l'EIL, se sont construits de manière autonome. Finalement, le conflit génère un bouleversement du capital identitaire ; on voit émerger des régimes identitaires concurrents sur les différents territoires politiques. Le régime instrumentalise les antagonismes communautaires et militarise les minorités, toujours dans une logique de fragmentation. Les territoires de l'État islamique sont basés sur une hiérarchie identitaire stricte dans laquelle l'appartenance au sunnisme est fondamentale. Enfin, dans les territoires occupés par les insurgés, la radicalisation de l'opposition et l'exclusion de certains groupes communautaires font également du sunnisme un élément central de la hiérarchie identitaire. Ce nouveau schéma amène aboutit à des situations complexes pour les individus qui développent des stratégies de dissimulation pour éviter toute mesure de rétorsion.

Loin d'être un cas unique, cette crise met en lumière les caractéristiques des conflits contemporains. En pensant la guerre civile comme un bouleversement heuristique des routines quotidiennes qui affectent le fondement de l'ordre social, ce travail permet d'analyser les processus d'engrenage des conflits, notamment identitaires, dans les guerres civiles et les implications qu'entraîne la perte du monopole étatique sur la société. Cette mise en avant du conflit comme reconfiguration radicale et non anticipée permet ainsi un véritable renouvellement de la recherche sur la guerre civile.